



---

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

### (C.C.A.P)

---

Veille médiatique de la presse écrite et des médias audiovisuels et mise à disposition d'une plateforme de restitution pour la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques.



## TABLE DES MATIERES

<b>PREAMBULE : DEFINITIONS</b>	<b>4</b>
<b>1. CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE</b>	<b>5</b>
1.1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE	5
1.2. FORME ET MONTANT DE L'ACCORD-CADRE	5
1.3. DECOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE	5
1.4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE	5
1.5. CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES APPLICABLE	5
<b>2. DOCUMENTS CONTRACTUELS</b>	<b>6</b>
<b>3. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>6</b>
3.1. NATURE ET CONTENU DES PRESTATIONS	6
3.2. LIEUX D'EXECUTION	6
3.3. INTERVENANTS DU TITULAIRE	6
3.4. RESPONSABLE DE LA CONDUITE DES PRESTATIONS DE L'ACCORD-CADRE	7
3.5. PREVENTION DES CONFLITS D'INTERETS	7
<b>4. OBLIGATIONS DU TITULAIRE DANS LA REALISATION DES PRESTATIONS</b>	<b>8</b>
4.1. OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE	8
4.2. GARANTIE DE RESULTATS	10
4.3. GARANTIE DE MAINTIEN DES COMPETENCES ET DE CONTINUITE DES PRESTATIONS	11
<b>5. REUNIONS</b>	<b>12</b>
5.1. REUNION DE LANCEMENT	12
5.2. REUNION DE SUIVI D'EXECUTION	12
<b>6. MODALITES DE VERIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS</b>	<b>12</b>
<b>7. DISPOSITIONS FINANCIERES</b>	<b>12</b>
7.1. CARACTERISTIQUES DES PRIX	12
7.2. CONTENU DES PRIX	12
7.3. REVISION DES PRIX	13
<b>8. REGIME FINANCIER DE L'ACCORD CADRE</b>	<b>14</b>
8.1. AVANCE	14
8.2. ACOMPTE	14
8.3. MODE DE REGLEMENT	14
8.4. FACTURATION	15
8.5. MONNAIE	17
8.6. PAIEMENT DIRECT	17
8.7. CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES	17
8.8. FORMALISME DES BONS DE COMMANDE	18
<b>9. REGLEMENT DES DIFFERENDS</b>	<b>19</b>
9.1. PENALITES	19
9.2. RESILIATION, CLAUSES SUSPENSIVES ET CONDITIONS RESOLUTOIRES	21
9.3. LITIGES	21



Veille médiatique de la presse écrite et des médias audiovisuels  
et mise à disposition d'une plateforme de restitution  
pour la CNCCFP

<b>10.</b>	<b>DISPOSITIONS DIVERSES</b>	<b>22</b>
10.1.	MODIFICATIONS LIEES AU TITULAIRE SURVENANT EN COURS D'EXECUTION	22
10.2.	MODIFICATIONS DE L'ACCORD-CADRE EN COURS D'EXECUTION	22
10.3.	RESPONSABILITE	22
10.4.	ASSURANCE	23
10.5.	LANGUE	23
<b>11.</b>	<b>DEROGATIONS AU CCAG FCS</b>	<b>24</b>



Veille médiatique de la presse écrite et des médias audiovisuels  
et mise à disposition d'une plateforme de restitution  
pour la CNCCFP

## PREAMBULE : DEFINITIONS

Les définitions suivantes s'appliquent au présent accord cadre :

- L'Acheteur est la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques, ci-après désignée CNCCFP, autorité administrative indépendante et pouvoir adjudicateur dont les missions sont présentées à l'article 1.2 du CCTP,
- Le « représentant de la CNCCFP » est la personne qui conclut l'accord-cadre avec le Titulaire,
- Le « Titulaire » est l'opérateur économique qui conclut l'accord-cadre avec la CNCCFP. En cas de groupement des opérateurs économiques, le Titulaire désigne le groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire.
- Le « sous-contractant » est soit un sous-traitant au sens de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 version consolidée au 12 août 2019 relative à la sous-traitance soit un fournisseur de biens ou services courants ne nécessitant pas d'adaptation spécifique pour répondre aux besoins de la CNCCFP,
- La « notification » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou les parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.
- L'« ordre de service » est la décision de la CNCCFP qui précise les modalités d'exécution de l'accord-cadre,
- Le sigle « CCAP » correspond au présent cahier des clauses administratives particulières,
- Le sigle « CCTP » correspond au cahier des clauses techniques particulières,
- Le sigle « CCAG-FCS » correspond au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services.



## 1. CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

### 1.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre, conclu par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP), porte sur la veille médiatique de la presse écrite et des médias audiovisuels et la mise à disposition d'une plateforme de restitution pour la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques.

La nature et le détail de l'ensemble des prestations sont définis dans le CCTP.

### 1.2. Forme et montant de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre, au sens de l'article L. 2125-1 du code de la commande publique, est mono-attributaire.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum de 600 000 € HT.

### 1.3. Décomposition de l'accord-cadre

En application des articles L2113-10 et L2113-11 du code de la commande publique, le présent accord-cadre n'est pas alloti.

Eu égard aux prestations identifiées et aux objectifs décrits au CCTP, la dévolution en lots séparés aurait pour effets de rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse leur exécution.

### 1.4. Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est passé pour une durée ferme de douze (12) mois à compter de sa notification. Celui-ci est renouvelable tacitement trois (3) fois pour une période de douze (12) mois. Sa durée totale est de quatre (4) ans.

Le Titulaire ne peut pas refuser la reconduction de l'accord-cadre.

En cas de décision de non-reconduction, la CNCCFP en informe le Titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception et préavis de trois (3) mois avant la date de fin de la durée de validité de l'accord-cadre. La non-reconduction du marché n'ouvre droit à aucune indemnité ni aucun dédommagement au profit du titulaire.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre et pourront produire leurs effets au-delà de cette durée de validité pour une durée qui ne saurait excéder six (6) mois.

### 1.5. Cahier des clauses administratives générales applicable

Sauf dérogations spécifiquement prévues et désignées au présent document, l'accord-cadre applique l'ensemble des dispositions prévues au CCAG-FCS, dans sa version NOR: ECOM2106868A issue de l'arrêté du 30 mars 2021, consolidée au 31 mars 2025.



Veille médiatique de la presse écrite et des médias audiovisuels  
et mise à disposition d'une plateforme de restitution  
pour la CNCCFP

## 2. DOCUMENTS CONTRACTUELS

L'accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) de l'accord-cadre et ses annexes,
- Le présent CCAP,
- Les bons de commande notifiés,
- Le CCTP et son annexe,
- Le CCAG présenté à l'article 1.5 du présent document,
- L'offre technique du titulaire.

En cas de non-conformité ou de divergence d'interprétation entre des documents et/ou clauses de nature différente et/ou de rang différent, chaque pièce l'emporte sur la suivante dans l'ordre de l'énumération ci-dessus.

## 3. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

### 3.1. Nature et contenu des prestations

Le présent accord-cadre englobe les prestations de veille médiatique et de mise à disposition d'une plateforme pour la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques.

Leur nature et leur contenu sont détaillés dans le CCTP.

### 3.2. Lieux d'exécution

Les prestations sont réalisées :

- A titre principal, au siège actuel de la CNCCFP, sis 31-35 rue de la Fédération, 75015 Paris ;  
après accord de la CNCCF, au siège et dans toutes les succursales et bureaux du Titulaire éventuellement concernés par la réalisation des prestations décrites au CCTP.

Le Titulaire est informé que la CNCCFP se réserve également le droit de faire évoluer, au cours de l'exécution du présent accord-cadre, la liste des lieux d'exécution.

### 3.3. Intervenants du Titulaire

Le Titulaire s'engage à mettre en place, durant toute la durée d'exécution du présent accord-cadre, une équipe dont les intervenants disposent de profils, compétences, qualifications et niveau de séniorité au moins équivalents à ceux renseignés dans le cadre de son offre.



Veille médiatique de la presse écrite et des médias audiovisuels  
et mise à disposition d'une plateforme de restitution  
pour la CNCCFP

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, la CNCCFP se réserve également le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du Titulaire.

Le Titulaire propose alors de nouveaux intervenants dans un délai de cinq (5) jours ouvrés. Ils sont considérés acceptés par la CNCCFP si celle-ci ne les récuse pas de manière motivée dans un délai de dix (10) jours ouvrés à partir de la notification de cette proposition.

### 3.4. Responsable de la conduite des prestations de l'accord-cadre

Le responsable de la conduite des prestations du présent accord cadre est la personne dont le nom, la qualité et les coordonnées ont été renseignés par le Titulaire dans le cadre de son offre.

Tout changement du responsable de la conduite des prestations en cours d'exécution du présent accord-cadre doit être agréé par la CNCCFP. Le Titulaire est tenu d'informer le Service de l'Administration Générale de la CNCCFP dans un délai de dix (10) jours précédents le changement effectif.

En cas de refus exprimé par la CNCCFP, le Titulaire est tenu de proposer un nouveau responsable dans un délai de dix (10) jours ouvrés. La CNCCFP dispose également d'un délai d'un (1) mois pour récuser le nouveau responsable de la conduite des prestations du présent accord-cadre. Le Titulaire est alors tenu de proposer, dans un délai de dix (10) jours ouvrés, un nouveau responsable.

### 3.5. Prévention des conflits d'intérêts

Le conflit d'intérêts est défini conformément aux dispositions de l'article L 2141-10 du code de la commande publique. Dès lors, et durant toute l'exécution du présent accord-cadre, le Titulaire s'engage, en toute circonstance, à maintenir son indépendance d'analyse, de jugement et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence.

Il s'engage à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de la CNCCFP, ceux des partis politiques, des candidats et de leurs représentants et ceux d'autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer, directement ou indirectement, à l'exécution du présent accord cadre.

Le Titulaire s'engage, par ailleurs, à avertir le service de l'Administration Générale, dès qu'il en a connaissance, de toute situation susceptible de créer ou d'aboutir à un conflit d'intérêts, même potentiel ou temporaire, avec les intérêts de la CNCCFP. Dans le cas où le Titulaire effectue un tel signalement, ou si la CNCCFP identifie une situation susceptible de créer ou d'aboutir à un conflit d'intérêts, le Titulaire soumet à l'approbation du service de l'Administration Générale les dispositions qu'il se propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le Titulaire ne saurait s'opposer à divulguer, sur simple demande du service Administration Générale, les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une procédure de passation ultérieure.

Le Titulaire s'engage également à mettre en œuvre, d'une part, les mesures nécessaires afin d'éviter tout renvoi de responsabilités en cas de difficulté rencontrée et, d'autre part, tous les moyens à sa disposition afin de prendre les mesures nécessaires à la résolution de ladite difficulté.



## 4. OBLIGATIONS DU TITULAIRE DANS LA REALISATION DES PRESTATIONS

### 4.1. Obligations générales du Titulaire

#### 4.1.1. Obligation de confidentialité

Le Titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre, a connaissance ou se voit confier des informations, documents ou éléments de toute nature communiqués par la CNCCFP, signalés comme présentant un caractère confidentiel, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. La confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qui ont été rendus publics ne peut être exigée.

Conformément à l'article 1120 du code civil, la présente obligation lie le Titulaire pour tout son personnel et l'ensemble de sous-traitants. Le Titulaire est ainsi tenu d'informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité décrites au présent CCAP qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre.

Le Titulaire s'engage, au terme du présent accord-cadre, à détruire, à ses frais, tous documents ou autres supports contenant des informations confidentielles, qui lui auraient été communiqués par l'Administration. La suppression s'entend des originaux et de toute copie, quel qu'en soit le support. Le Titulaire s'engage à transmettre à l'Administration, dans un délai de quinze (15) jours ouvrés maximum après le terme de l'accord-cadre, un certificat attestant de la destruction des informations confidentielles.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut être engagée sur le fondement des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du code pénal.

#### 4.1.2. Obligation de conseil et d'information

Le Titulaire est tenu de satisfaire à une obligation générale de conseil et notamment d'information à l'égard de la CNCCFP. Il est tenu de satisfaire à son obligation de conseil par toutes recommandations écrites ou orales.

Le Titulaire, en sa qualité de professionnel du périmètre de l'accord-cadre, s'engage à communiquer à la CNCCFP, dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter la bonne exécution des prestations et ce, peu importe que l'origine provienne de son fait ou d'un intervenant ou de la CNCCFP elle-même. Les recommandations doivent être confirmées par un écrit transmis à la CNCCFP

Le Titulaire s'engage, notamment, à :

- Faire bénéficier la CNCCFP de son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience,





Veille médiatique de la presse écrite et des médias audiovisuels  
et mise à disposition d'une plateforme de restitution  
pour la CNCCFP

- Fournir tous les conseils et mises en garde utiles pour permettre le bon déroulement des prestations,
- Émettre son avis et ses remarques sur les solutions retenues et sur toutes les difficultés rencontrées,
- Informer la CNCCFP de tout incident ou toute difficulté rencontrée dans l'exécution des prestations de nature à retarder, entraver ou à compromettre le bon déroulement des prestations,
- Prendre connaissance de toute contrainte et de toute information nécessaire à la bonne exécution des prestations du présent accord cadre,
- Solliciter toute réunion qui se révélerait utile à l'exécution des prestations,
- Conseiller la CNCCFP dans ses choix et ses demandes, notamment en matière d'évolution des services et de définition de nouveaux services.

Par ailleurs, le Titulaire est informé que l'intervention de la CNCCFP ne le dégage pas de son devoir de conseil au titre du présent accord-cadre, de sa responsabilité en tant que professionnel, ni ne le décharge de ses obligations.

#### 4.1.3.Obligation de sécurité et de protection du travail

Le Titulaire et son personnel doivent prendre connaissance et se conformer à la réglementation interne du site auprès de la CNCCFP. Il est responsable de ses personnels et de leurs actes en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit et notamment, sans que cette liste soit limitative, des accidents survenant du fait de son personnel, des dégâts produits lors de l'exécution des prestations et des éventuels vols qui pourraient être commis par ses employés dans l'enceinte du site.

Le Titulaire est également tenu de s'acquitter des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariés de l'entreprise. Le Titulaire garantit une probité et une discrétion de ses salariés et sous-traitants intervenant dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

#### 4.1.4.Protection des données personnelles

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données » ou « RGPD »), et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « LIL »)

A ce titre, en leur qualité de responsables de traitement, il en découle pour les acheteurs publics, de nouvelles obligations qu'il leur appartient de respecter et ce afin d'éviter les lourdes sanctions auxquelles ils peuvent s'exposer.

Au titre du présent accord-cadre, le Titulaire peut donc également être amené à traiter les données à caractère personnel pour le compte de la CNCCFP en qualité de sous-traitant, conformément à l'article 4 du RGPD).



Veille médiatique de la presse écrite et des médias audiovisuels  
et mise à disposition d'une plateforme de restitution  
pour la CNCCFP

Chaque partie est ainsi tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Toutes les données à caractère personnel auxquelles le Titulaire peut avoir accès dans le cadre des présentes sont réputées être des informations confidentielles. Le Titulaire en tant que sous-traitant des données, comme la CNCCFP, en tant que responsable du traitement, chacun en ce qui le concerne, s'engage à respecter la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le Titulaire s'engage à traiter les données à caractère personnel confiées par le pouvoir adjudicateur conformément aux instructions et aux modalités de traitement définies par ce dernier de la manière suivante:

- Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte du pouvoir adjudicateur les données à caractère personnel, nécessaires pour fournir les services du présent accord-cadre,
- Le Titulaire atteste qu'il dispose de moyens techniques présentant les garanties suffisantes pour assurer la sécurité et la confidentialité des données, pour empêcher toute destruction fortuite ou illicite, perte fortuite, divulgation ou un accès non autorisé d'un tiers, toute forme illicite de traitement, et pour empêcher que les données ne soient déformées ou endommagées,
- Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

#### 4.2. Garantie de résultats

Le Titulaire est soumis à une obligation de résultats. Celle-ci s'impose au Titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au présent accord-cadre. Le Titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis par et pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au présent accord-cadre.

Le Titulaire s'oblige à assurer, en particulier :

- Une coopération étroite avec la CNCCFP ou tout tiers désigné par ses soins,
- Le respect de ses engagements contractuels, dans les délais prévus,
- La vérification de la teneur de tous les documents, informations, renseignements et éléments qui lui sont communiqués pour l'accomplissement de chaque prestation et à indiquer toutes les incohérences et erreurs décelées qui ont une incidence sur l'exécution des prestations ou un impact sur un tiers en lien avec le périmètre du présent accord cadre,
- La responsabilité de la désignation, de la quantité et de la qualification des ressources affectées,



- L'exécution des opérations, sous sa responsabilité exclusive, avec l'effectif et l'assistance des ressources désignés dans sa proposition technique qu'il juge nécessaires à l'accomplissement des prestations du présent accord-cadre,
- La réparation à ses frais dans les délais prescrits, des défaillances ou incidents dus à l'intervention de son personnel,
- La tenue à jour et à disposition de la documentation technique,
- Le respect de la confidentialité concernant les prestations.

#### 4.3. Garantie de maintien des compétences et de continuité des prestations

Le Titulaire s'engage à ce que son personnel, et/ou celui de ses sous-traitants autorisés chargé d'assurer la fourniture des prestations, dispose d'un niveau de formation et de qualification approprié.

Le Titulaire s'engage à exécuter les prestations en application de son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience. En conséquence, le Titulaire doit, notamment :

- Constituer des équipes de personnels compétents, formés en conformité avec les besoins de la CNCCFP,
- Veiller et contrôler le maintien constant des compétences, de leur homogénéité, de leur disponibilité, de leur réactivité et de leur composition,
- Maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement la composition de ses équipes en cas de difficulté ou de montée en charge.

En cas d'absence, de départ ou de manque avéré de compétences d'une personne affectée à l'exécution des prestations, le Titulaire doit, dès qu'il en a connaissance, aviser, par écrit, la CNCCFP et prendre toutes les dispositions pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. Le Titulaire s'engage à proposer à la CNCCFP uniquement du personnel issu de ses effectifs et/ou de ceux de ses sous-traitants autorisés.

Dans le cas où le Titulaire souhaiterait faire intervenir un stagiaire, le stagiaire doit disposer d'une convention de stage avec le Titulaire et une structure diplômante ainsi que d'un maître de stage explicitement nommé.

Les salariés du Titulaire demeurent, pour la réalisation des prestations, sous la seule autorité et le pouvoir hiérarchique de leur employeur. La CNCCFP ne peut en aucun cas se substituer au Titulaire qui doit assumer l'ensemble de ses responsabilités et obligations d'employeur. Dès lors, le Titulaire emploie et rémunère les membres de son personnel sous sa responsabilité exclusive au regard des obligations fiscales et sociales en vigueur au jour de la signature du présent accord cadre. À ce titre, le Titulaire communique à la CNCCFP l'identité du responsable hiérarchique des salariés exerçant la prestation.



Veille médiatique de la presse écrite et des médias audiovisuels  
et mise à disposition d'une plateforme de restitution  
pour la CNCCFP

## 5. REUNIONS

### 5.1. Réunion de lancement

Dans un délai maximal de cinq (5) jours suivant la notification du présent accord-cadre, une réunion est tenue entre le Titulaire et la CNCCFP afin de valider l'organisation pratique, le calendrier et la méthodologie mise en place.

### 5.2. Réunion de suivi d'exécution

La comitologie souhaitée dans le cadre de l'exécution des prestations est détaillée dans le CCTP. Pendant toute la durée de l'exécution du présent accord-cadre, la CNCCFP se réserve la possibilité de convoquer le Titulaire afin d'aborder un point particulier relatif à l'exécution des prestations.

Le Titulaire reçoit une convocation au plus tard huit (8) jours avant la tenue d'une telle réunion.

## 6. MODALITES DE VERIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS

Les prestations prévues par le présent accord-cadre font l'objet des vérifications quantitatives et qualitatives et sont admises dans les conditions prévues aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

## 7. DISPOSITIONS FINANCIERES

### 7.1. Caractéristiques des prix

Les prix du présent accord-cadre sont établis sur la base de prix unitaires et/ou forfaitaires, selon les modalités prévues au bordereau de prix.

Les prix définis à l'annexe financière de l'acte d'engagement sont des prix plafonds. Par conséquent, et hors révision validée par la CNCCFP, le Titulaire ne peut proposer, dans le cadre de l'émission des bons de commande, des prix supérieurs à ces prix plafonds.

### 7.2. Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3. du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre :

- les frais afférents à la réalisation des prestations,
- toutes les dépenses et matériels nécessaires à l'exécution des prestations,
- le suivi contractuel,



Veille médiatique de la presse écrite et des médias audiovisuels  
et mise à disposition d'une plateforme de restitution  
pour la CNCCFP

- la concession des droits de propriété intellectuelle ou de tout autre nature,
- toutes les charges fiscales, parafiscales droits, accises ou autres frappant obligatoirement les prestations,
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

### 7.3. Révision des prix

Les prix sont révisables annuellement selon la formule indiquée ci-après.

La révision est applicable une fois par an, le 1<sup>er</sup> du mois qui suit la reconduction du marché.

La révision de prix est effectuée en appliquant la formule est la suivante :

$$P = (P0 \times \text{Indice 1}) / \text{Indice 0}$$

dans laquelle :

P :nouveau prix révisé HT

P0 :prix initial HT figurant à l'annexe financière de l'acte d'engagement

Indice 1 :dernière valeur connue de l'indice à la demande de révision

Indice 0 :valeur de l'indice au mois de signature de l'acte d'engagement par le Titulaire

L'indice de référence utilisé pour la révision de prix est l'indice des salaires mensuels de base – Information et communication (identifiant 010562713) à la date de la signature de l'acte d'engagement.

En application du CCAG, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Au plus tard deux (2) mois avant la date de reconduction du marché, le Titulaire transmet à la CNCCFP une demande de révision de prix qui comporte les éléments suivants :

- Le bordereau de prix révisé sous format tableur ;
- La formule de calcul détaillée ;
- Le ou les indices utilisés ;
- Tout élément permettant de justifier le changement d'utilisation d'une série.

Les prix résultant de la révision sont appliqués à compter du premier jour du mois suivant celui de la révision. Ils n'affectent pas les paiements des bons de commande émis avant la date d'application de la révision.



Veille médiatique de la presse écrite et des médias audiovisuels  
et mise à disposition d'une plateforme de restitution  
pour la CNCCFP

## 8. REGIME FINANCIER DE L'ACCORD CADRE

### 8.1. Avance

Une avance peut être accordée dans les conditions des articles R2191-16 à R2191-19 du code de la commande publique pour les bons de commande d'un montant initial supérieur à 50 000 € HT et d'un délai d'exécution supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant du bon de commande

Le remboursement s'impute, à l'initiative de la CNCCFP, sur les sommes dues au Titulaire lorsque le montant des prestations exécutées par celui-ci atteint 50 % du montant mentionné ci-avant.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 80% du montant TTC des prestations qui lui sont confiées au titre du bon de commande.

En cas de sous-traitance, le montant de l'assiette de calcul de l'avance, pour le Titulaire, est diminué du montant des prestations confiées aux sous-traitants agréés et donnant lieu à un paiement direct. Le sous-traitant agréé bénéficiant du paiement direct est en droit de bénéficier d'une avance sur sa demande. Le montant de la demande d'avance du sous-traitant agréé est calculé selon les mêmes modalités que pour le Titulaire, sur la base du montant des prestations qui lui sont confiées.

### 8.2. Acompte

Le Titulaire peut bénéficier d'acomptes en application des dispositions des articles R2191-20 et suivants du code de la commande publique pour les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution.

Le montant des acomptes correspond au pourcentage de réalisation d'une prestation à la date d'envoi de la demande d'acompte. Le montant cumulé des sommes versées au titre des acomptes ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

La demande de versement d'acompte fait l'objet d'une facture et tient compte des éventuelles pénalités retenues pour la ou les prestation(s) concernée(s).

### 8.3. Mode de règlement

Le règlement est réalisé par virement, par voie de mandat administratif.

Les règlements sont effectués par les services du contrôle budgétaire et de la comptabilité ministérielle près le ministère de l'Intérieur sur présentation par le Titulaire de factures établies en un exemplaire. Le règlement s'effectue par virement au compte noté sur l'acte d'engagement. En cas de paiement direct de sous-traitant, le règlement s'effectue par virement de l'Administration au compte noté sur la



Veille médiatique de la presse écrite et des médias audiovisuels  
et mise à disposition d'une plateforme de restitution  
pour la CNCCFP

déclaration de sous-traitance. Le règlement des prestations objets du présent accord-cadre est effectué après validation de chacune des prestations prévues. Les changements de coordonnées bancaires en cours de l'accord-cadre doivent faire l'objet d'un courrier à l'attention de la CNCCFP avec la référence de l'accord-cadre.

Le délai global de paiement est de trente jours (30) prévu, conformément aux articles R.2192-10 et R.2192-11 du code de la commande publique, à compter de la date de réception de la demande de paiement établie et transmise conformément aux dispositions contractuelles.

En application de l'article R.2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

En application de l'article D. 2192-35 du code de la commande publique, et cas de retard de paiement, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement s'ajoute systématiquement aux pénalités de retard dues au créancier. Ce montant forfaitaire s'ajoute aux intérêts moratoires, mais n'est pas inclus dans la base de calcul des pénalités.

Par ailleurs, lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire. Il doit adresser sa demande à l'Administration et y joindre les justificatifs nécessaires, à savoir, notamment les notes d'honoraires d'un avocat ou les factures d'une entreprise de recouvrement.

En application de l'article R.2192-36 du code de la commande publique, les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement doivent être payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

#### 8.4. Facturation

Le Titulaire émet les factures conformément à l'article L. 441-3 du code du commerce et aux dispositions du présent accord-cadre.

La transmission des factures s'effectue exclusivement par voie dématérialisée via le portail Chorus-Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Une copie de la facture doit être adressée, pour information, à l'adresse suivante : [pole-comptabilite@cnccfp.fr](mailto:pole-comptabilite@cnccfp.fr)

Le code « service exécutant » de la CNCCFP est le FAC9420075.

Les factures doivent obligatoirement mentionner la référence de l'engagement juridique (numéro d'EJ à 10 chiffres) mentionnée par la CNCCFP à la notification, et sur les bons de commande.

Le non-respect de cette obligation entraînera systématiquement le rejet de la facture.

La facture du Titulaire reprend les références de la liste de prix ou a minima les intitulés des postes du bon de commande.



Veille médiatique de la presse écrite et des médias audiovisuels  
et mise à disposition d'une plateforme de restitution  
pour la CNCCFP

Toute référence ou dénomination autre, empêchant la CNCCFP de contrôler la régularité contractuelle, est proscrite.

Les factures portent obligatoirement, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du créancier,
- L'adresse de facturation,
- Le numéro SIRET unique de l'État : 11000201100044
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- Le numéro de l'accord-cadre ou du bon de commande,
- La date de notification de l'accord-cadre ou du bon de commande,
- Le numéro et la date du bon de commande concerné,
- Les montants TTC et HT des prestations exécutées, ainsi que le taux et le montant de la TVA,
- Le numéro et la date d'émission de la facture (avec, le cas échéant, la mention « annule et remplace la facture n° ..... du ..... ». Dans ce cas, fournir l'avoir annulant la première facture),
- Le n° du RIB en cas d'affacturage,
- Le numéro d'agrément ou le numéro de déclaration d'existence si la société est non assujettie à la TVA,
- Le cas échéant :
  - Remise/avoir : elle doit figurer et être déduite sur la facture. Les prix (avant remise) indiqués dans la facture doivent être ceux apparaissant dans le bordereau de prix ou bordereau de prix unitaires. Une copie de l'offre commerciale comportant cette remise sera transmise en pièce jointe de la facture,
  - Révision de prix : elle doit être justifiée avec la référence du courrier d'acceptation du coefficient par la CNCCFP,
  - Avenants (actes modificatifs contractuel) : si la réalisation de la prestation ou la livraison, objet de la facture, est liée à un avenant à l'accord-cadre initial, le numéro d'avenant doit être mentionné sur la facture,
  - Acomptes : ils doivent être mentionnés sur la facture avec leur pourcentage. S'il s'agit d'une dernière facture, il faudra contrôler que les acomptes n'ont pas été déduits,
  - Sous-traitance : si la facture est émise par un sous-traitant, ce dernier doit justifier que la facture a bien été transmise au Titulaire. A défaut, le Titulaire de l'accord-cadre peut apposer une mention « bon pour accord » ainsi que son cachet et sa signature sur la facture avant envoi à la CNCCFP,
  - Duplicata : la mention « DUPLICATA » doit apparaître distinctement sur la facture.

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage à prévenir le service facturation de la CNCCFP de toute modification intervenant dans les caractéristiques de la société (changement de raison sociale, de compte bancaire, de SIRET, etc.) au fur et à mesure qu'elles interviennent, sous peine de refus des créances par le comptable public.

Pour toute information concernant les factures, le Titulaire peut s'adresser au Pôle affaires financières, immobilier et achat à l'adresse de messagerie suivante : [pole-comptabilite@cnccfp.fr](mailto:pole-comptabilite@cnccfp.fr)

Dans tous les cas, le Titulaire devra impérativement transmettre la facture accompagnée, d'une décision ou d'un procès-verbal de service fait dûment signé par un représentant de la CNCCFP.





Veille médiatique de la presse écrite et des médias audiovisuels  
et mise à disposition d'une plateforme de restitution  
pour la CNCCFP

Le Titulaire est informé que le non-respect de ces obligations entraîne systématiquement la suspension du délai global de paiement.

### 8.5. Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'euro.

### 8.6. Paiement direct

Dans le cadre du présent accord-cadre, le paiement direct est :

- Autorisé mais non obligatoire pour le(s) co-traitant(s) qui doivent préciser dans leur déclaration de candidature la part financière de leur prestation au regard de l'ensemble des prestations relatives à l'accord-cadre.
- Autorisé mais non obligatoire pour le(s) sous-traitant(s).

Le délai de paiement du sous-traitant bénéficiant du paiement direct est identique à celui applicable au Titulaire. Ce délai court à compter de la date d'arrivée de la facture à la CNCCFP par le portail Chorus Pro ou à la date du service fait si celui-ci est postérieur à la date d'arrivée de la facture.

Pour que la demande de paiement soit recevable, elle doit d'abord être validée dans un délai de quinze (15) jours par le Titulaire.

En cas de silence du Titulaire dans ces quinze (15) jours, ce silence vaut acceptation de la facture qui peut alors être soumise au service exécutant pour paiement. Cette validation de la facture du sous-traitant par le Titulaire peut se faire soit par le portail Chorus Pro, soit par la mention « Bon pour accord » apposée sur la facture du sous-traitant accompagnée du tampon et de la signature du Titulaire.

### 8.7. Cession ou nantissement de créances

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-FCS, si le Titulaire souhaite céder ou nantir sa créance relative à un bon de commande, l'Administration lui remet, sur demande, un certificat de cessibilité conforme au modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie, selon les dispositions des articles R2191-45 et suivants du Code de la commande publique. Le bénéficiaire de la créance doit notifier ce certificat de cessibilité au comptable assignataire avant toute demande de paiement.



## 8.8. Formalisme des bons de commande

### 8.8.1. Principes généraux de la commande d'une prestation

La notification d'un bon de commande est obligatoire avant tout commencement d'exécution d'une prestation, sauf prestations devant être exécutées à compter de la notification du présent accord-cadre telles que prévues au bordereau des prix et les articles à l'unité pouvant ponctuellement dépasser

Aucun autre moyen quel qu'il soit ne peut déclencher la commande d'une prestation.

Les prestations qui seraient effectuées par le Titulaire en dehors de ce cadre sont considérées comme n'ayant jamais été commandées. En conséquence, le Titulaire ne peut en aucun cas en revendiquer le paiement.

De même, les prestations exécutées dans le cadre de l'accord-cadre mais ne disposant d'aucune base contractuelle (prestations non prévues au bordereau des prix par exemple) n'ouvrent droit à aucun paiement.

Selon les besoins de la CNCCFP, plusieurs prestations pourront être demandées au titre d'un même bon de commande.

### 8.8.2. Modalités d'émission des bons de commande

Les bons de commande sont établis au fur et à mesure des besoins.

Les bons de commandes peuvent être émis par le représentant de la CNCCFP jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre. La durée d'exécution des bons de commande est fixée conformément aux stipulations précisées à l'article 1.4 du présent document.

Il est précisé sur le bon de commande, dûment référencé, les renseignements suivants :

- Les références CHORUS de l'accord-cadre,
- La ou les prestations objets du bon de commande,
- Le ou les délais et lieux d'exécution,
- L'adresse de facturation,
- Le montant de la commande en HT et TTC, ainsi que le montant de la TVA,
- La date d'émission du bon de commande,
- Les coordonnées de la personne chargée du suivi de la commande,
- Les délais dont disposera le pouvoir adjudicateur à compter de la date de présentation aux opérations de vérification pour notifier sa décision.

A la réception du bon de commande, le Titulaire doit communiquer au service de l'Administration générale de la CNCCFP :

- La date de réception du bon de commande,
- Le numéro d'enregistrement interne au Titulaire du bon de commande,



Veille médiatique de la presse écrite et des médias audiovisuels  
et mise à disposition d'une plateforme de restitution  
pour la CNCCFP

- Le nom et le n° de téléphone de la personne chargée de suivre le bon de commande,
- A titre indicatif, la date de livraison prévisionnelle au moment de l'enregistrement de la commande par le Titulaire,
- Toute autre information utile pour la bonne gestion du bon de commande, notamment erreurs ou omissions décelées.

#### 8.8.3. Annulation d'un bon de commande

Le Titulaire est informé que l'Administration peut être amenée à annuler un bon de commande.

Pour les prestations non exécutées, le Titulaire peut, sur la base de justificatifs, prétendre à une indemnité correspondante aux dépenses qu'il a engagées pour pouvoir satisfaire à ses obligations contractuelles et, le cas échéant à la perte de la marge bénéficiaire qu'aurait dégagée l'exécution de la totalité des prestations prévues dans le bon de commande. En tout état de cause, cette indemnité ne saurait être supérieure à 10% du montant HT du bon de commande concerné.

## 9. REGLEMENT DES DIFFERENDS

### 9.1. Pénalités

#### 9.1.1. Pénalités pour retard

Lorsqu'un délai contractuel prévu au présent accord-cadre, éventuellement assorti de prolongation de délai conformément aux dispositions des articles 13.3 du CCAG-FCS, n'est pas respecté du fait du Titulaire, d'un de ses sous-traitants ou d'un cotraitant solidaire, la CNCCFP peut exiger du Titulaire des pénalités pour retard formulées ci-après.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, à l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

Les décomptes de pénalités sont notifiés de façon écrite et expresse au Titulaire et précisent la partie pénalisable des prestations commandées.

Le montant des pénalités ainsi établies vient en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture afférente à la prestation souffrant d'un retard sanctionné par l'application de pénalités.

Le Titulaire reste intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de la pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement de ladite pénalité.

#### 9.1.2. Pénalités pour non-respect des exigences de sécurité et de confidentialité

En cas de violation des mesures de sécurité et des obligations de confidentialité exposées au présent CCAP, le Titulaire s'expose à l'application d'une sanction pécuniaire.



Veille médiatique de la presse écrite et des médias audiovisuels  
et mise à disposition d'une plateforme de restitution  
pour la CNCCFP

Cette sanction pécuniaire est calculée de la façon suivante :

- en cas de divulgation d'informations confidentielles communiquées par la CNCCFP : pour chacun des faits constatés, application d'une sanction égale à 2 000 € HT à la date de constatation du fait générateur ;

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les sanctions pécuniaires ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

Les sanctions pécuniaires sont appliquées après mise en demeure du titulaire de se conformer aux mesures de sécurité et de protection des informations confidentielles adressée par tout moyen vérifiable de correspondance. L'application par le titulaire des mesures correctives visées dans sa mise en demeure ne saurait l'exonérer du paiement des sanctions pécuniaires.

Le montant des sanctions pécuniaires ainsi établies vient en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture afférente aux prestations exécutées à la date de survenance du fait générateur. Les sanctions pécuniaires sont appliquées sans préjudice des sanctions pénales encourues par le titulaire.

#### 9.1.3. Pénalités et manquement aux obligations contractuelles

Au cours de l'exécution du présent accord-cadre, si la CNCCFP constate ou s'il lui est rapporté un quelconque manquement aux obligations contractuelles auxquelles le Titulaire est tenu, celui-ci est informé immédiatement par support écrit ou courriel. Le Titulaire est tenu de corriger le manquement en cause dans le délai de vingt-quatre (24) heures faisant suite à son signalement par la CNCCFP.

En cas de non-respect de ce délai et sans mise en demeure préalable, la CNCCFP prononce, à l'encontre du Titulaire, une pénalité forfaitaire de 100 euros par jour de retard dans la résolution du manquement contractuel.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement desdites pénalités.

#### 9.1.4. Montant des pénalités

Les pénalités précitées sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues par le Titulaire sans considération du montant desdites pénalités.



## 9.2. Résiliation, clauses suspensives et conditions résolutoires

### 9.2.1. Résiliation

L'accord cadre peut être résilié, en totalité ou en partie, à tout moment, dans les cas suivants :

- Du fait de la CNCCFP ou à la demande du Titulaire,
- Dans les cas prévus au chapitre 7 du CCAG-FCS,
- En cas de violation des obligations en matière de sécurité et de confidentialité,
- En cas d'obstacle, du fait du titulaire, à l'exercice d'un contrôle exercé par la CNCCFP,
- En raison d'un retard pris par le Titulaire dans la réalisation d'une prestation dont l'exécution ne saurait être suspendue ou ajournée.

Concernant la résiliation à la demande du Titulaire, celui-ci ne peut l'exercer sans accord préalable de la CNCCFP. Le Titulaire est informé que la CNCCFP se réserve le droit de s'opposer à la rupture des relations contractuelles pour un motif d'intérêt général, tiré notamment des exigences et de la continuité du service public et des missions inhérentes à celui-ci.

Lorsque la CNCCFP résilie l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, le Titulaire n'a droit à aucune indemnité, hormis les frais et investissements éventuellement engagés, strictement nécessaires à son exécution et qui n'auraient pas été pris en compte dans le montant des prestations payées. Il appartient au Titulaire d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze (15) jours après la notification de la résiliation de l'accord-cadre.

La CNCCFP informe le Titulaire, ou ses ayants droit, lors de la notification de la résiliation en indiquant le délai de remise de ces biens par celui-ci et les conditions de leur conservation dans l'attente de cette remise. En cas de résiliation pour faute du Titulaire, l'application du présent article est faite aux frais de celui-ci.

## 9.3. Litiges

### 9.3.1. Règlement à l'amiable des différends

La CNCCFP et le Titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent accord-cadre ou à l'exécution de celui-ci.

Tout différend entre le Titulaire et la CNCCFP doit faire l'objet, de la part du Titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au pouvoir adjudicateur dans le délai d'un (1) mois à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

La CNCCFP dispose d'un délai de deux (2) mois à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

### 9.3.2. Recours contentieux et instances

En cas de litige, le droit français est seul applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.



## 10. DISPOSITIONS DIVERSES

### 10.1. Modifications liées au Titulaire survenant en cours d'exécution

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai à la CNCCFP, les modifications survenant au cours de l'exécution du présent accord-cadre et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- A sa raison sociale ou sa dénomination,
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations,
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,
- De façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de la société pouvant influencer sur le déroulement du présent accord-cadre.

### 10.2. Modifications de l'accord-cadre en cours d'exécution

Le présent accord-cadre peut être modifié en cours d'exécution dans les conditions prévues à l'article L. 2194-1 du code de la commande publique.

### 10.3. Responsabilité

Le Titulaire est responsable des conséquences dommageables directes de toute nature de son fait ou causées à l'occasion de l'inexécution ou de la mauvaise exécution, totale ou partielle, de ses obligations.

Le Titulaire s'engage, en conséquence, à indemniser la CNCCFP du préjudice résultant pour elle des faits susmentionnés.

Le Titulaire est informé que constituent des dommages directs la perte, la détérioration ou la destruction sans l'accord exprès de la CNCCFP de tous documents ou fichiers qui lui sont confiés sous sa responsabilité, ainsi que les éventuelles pertes de financement liées à des sanctions financières émanant d'une instance de toute nature liée à une faute de celui-ci.

La responsabilité totale du Titulaire, et celle de ses éventuels assureurs, au titre de l'accord-cadre est limitée pour toutes causes et tous dommages confondus, à l'exception des dommages corporels, au montant total estimé hors taxe de l'ensemble des bons de commande notifiés. Au-delà de ce montant, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du Titulaire.

Le Titulaire n'est admis à s'exonérer, même partiellement, des responsabilités encourues par lui en application du présent article, que pour autant qu'il apporte la preuve que les dommages résultent du fait de la CNCCFP ou bien d'un cas de force majeure non susceptible d'être couvert par une assurance.



Veille médiatique de la presse écrite et des médias audiovisuels  
et mise à disposition d'une plateforme de restitution  
pour la CNCCFP

Le Titulaire ne peut se prévaloir, pour éluder sa faute, de tout fait, même non fautif, commis par ses sous-traitants. De même, l'approbation des méthodes et des documents ou l'agrément des sous-traitants par la CNCCFP ne dégage en rien la responsabilité du Titulaire et n'implique en aucun cas une responsabilité de celle-ci.

Les prescriptions du présent article s'appliquent même si les dommages se sont produits postérieurement à la date d'acceptation des prestations, dès lors qu'un lien de causalité est établi entre lesdits dommages et l'exécution de l'accord-cadre.

Outre les prescriptions du présent article, le Titulaire encourt les responsabilités d'ordre public édictées par le code civil en matière de produits défectueux.

#### 10.4. Assurance

Le Titulaire est tenu de contracter et de maintenir, pendant toute la durée des obligations contractuelles et/ou légales, à ses frais les assurances de Responsabilité Civile et de Responsabilité Civile Professionnelle garantissant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber, et/ou du fait d'éventuels sous-traitants, du fait ou à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre.

Le Titulaire est tenu :

- De remettre une attestation d'assurance à l'Administration au plus tard dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du présent accord-cadre,
- De transmettre par la suite, sur demande du service de l'Administration générale et dans un délai maximum de quinze (15) jours à compter de son envoi, une attestation d'assurance.

Sur simple demande de la CNCCFP, le Titulaire doit par ailleurs justifier, à tout moment, du paiement de ses primes d'assurances.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture, la CNCCFP se réserve le droit d'exiger de la part du Titulaire la souscription d'une assurance complémentaire à sa charge exclusive et, en cas de non-respect, de résilier l'accord-cadre aux torts de ce dernier.

#### 10.5. Langue

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés ou traduits en français.



## 11. DEROGATIONS AU CCAG FCS

Sauf dérogations citées ci-dessous, les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux accord-cadres publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) s'appliquent au présent accord-cadre.

Articles du présent CCAP prévoyant une dérogation	Articles du CCAG FCS auxquels le présent CCAP déroge
8.7	4.2
9.1.1	14.1.1
9.1.4.	14.1.2 et 14.1.3
9.2.1.	42